

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je puis assurer au député qu'il a mal interprété notre politique. Nous n'essayons pas d'utiliser le chômage, comme il le prétend. Le chômage est une conséquence malheureuse découlant du fait que l'économie de bien des pays, parmi nos partenaires commerciaux, se trouvait dans une position très faible, l'année dernière et aussi, que le Canada doit faire face à d'épineux problèmes économiques. Je puis lui assurer que, lorsqu'il aura entendu l'exposé budgétaire, dans moins de deux semaines, il se rendra compte que nous nous efforçons de résoudre tant les problèmes du chômage que ceux de l'inflation.

M. Hees: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre a déclaré que le gouvernement ne tente de recourir à un chômage élevé pour enrayer l'inflation et je me réjouis d'avoir cette assurance. Comme le chômage s'est maintenu à ce taux très élevé pendant tout un trimestre et que le premier ministre nous assure que le gouvernement essaie vraiment de le réduire, le gouvernement n'estime-t-il pas qu'il pourrait adopter des mesures plus efficaces que celles qui n'ont pas réussi à réduire le chômage depuis trois mois?

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'APPUI RECHERCHÉ PAR LA CHINE POPULAIRE QUANT À L'EXCLUSION DE TAIWAN DES JEUX OLYMPIQUES—LA DÉCISION DU MINISTÈRE

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. L'ambassade de la Chine populaire a-t-elle demandé au ministère des Affaires extérieures d'appuyer ses tentatives pour exclure Taiwan des Jeux olympiques? Et quelle décision le ministère a-t-il prise?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur.

M. Paproski: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. L'ambassade de la Chine populaire ou un de ses représentants ont-ils discuté avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de la décision prise par Taiwan en ce qui a trait aux Olympiques?

M. MacEachen: Non, monsieur l'Orateur, je n'ai eu aucune consultation avec l'ambassade sur ce point. Je crois que la question de la participation relève entièrement du Comité olympique international. Je crois, en outre, que la demande présentée est actuellement à l'étude et que le Comité olympique international ne s'est pas encore prononcé.

M. Paproski: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si l'ambassade de la Chine populaire fait une démarche auprès du ministre, peut-il nous dire alors quelle sera exactement sa décision?

* * *

LES PÊCHES

LES MOTIFS DE L'ABSTENTION DU MINISTRE DES RÉUNIONS DE LA CIPAN

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé

Questions orales

des Pêches. Hier, en réponse à la question que lui adressait mon collègue de Saint-Jean-Est au sujet de la conférence de la CIPAN qui a débuté aujourd'hui en Écosse, le ministre a déclaré, comme en fait foi le compte rendu à la page 6548:

Nous ferons des déclarations à la réunion qui se tiendra cette semaine. Nous allons exposer bien clairement les faits et nous avons laissé entendre que, si d'autres violations graves étaient commises dans les mois à venir, nous prendrions des mesures appropriées.

Étant donné ces propos plutôt énergiques, le ministre peut-il dire à la Chambre pourquoi il n'assiste pas à ces réunions en Écosse où il pourrait faire ces déclarations et peut-être aussi donner à notre délégation l'appui de sa présence pour obtenir l'approbation du régime de continement que nous recherchons?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Monsieur l'Orateur, la conférence de la CIPAN réunit surtout pour l'instant des savants qui évaluent l'état des stocks et cherchent à réduire certaines espèces dans certaines régions. Ces savants font rapport à leurs gouvernements respectifs. Notre délégation a longuement discuté le pour et le contre de ma présence à cette conférence. Il n'y a jamais eu, lors des conférences précédentes, de représentant au niveau ministériel, sauf le ministre qui, dans le pays hôte, souhaite la bienvenue aux participants. Ayant examiné la question sous tous ses angles, nous avons décidé que je n'y assisterais pas. Je dois dire que j'ai une confiance absolue en M. Needler, mon conseiller personnel qui dirige notre forte délégation et possède une vaste expérience de ce genre de négociation.

M. Carter: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre. Peut-il confirmer à la Chambre que s'il n'assiste pas à la conférence, c'est surtout à cause de l'insistance du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui craint que le ministre ne prenne la défense de nos pêcheurs de façon peut-être peu diplomatique?

● (1430)

M. LeBlanc (Westmorland-Kent): Monsieur l'Orateur, j'espère que lorsque le député ira rencontrer les pêcheurs de sa propre province, qui se rendent compte de tout ce que nous avons accompli pour eux, il ne leur racontera pas de telles affabulations.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA VENTE D'UN RÉACTEUR CANDU À LA CORÉE DU SUD—DEMANDE DE DÉPÔT DU TRAITÉ—LA POSSIBILITÉ D'INSPECTION PAR L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Il y a quelques semaines, monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a promis qu'il envisagerait ma demande en vue de déposer un exemplaire du traité bilatéral signé par le gouvernement du Canada et celui de la Corée du Sud. Étant donné que le premier ministre a déclaré jeudi dernier que les garanties proposées sont les plus strictes de toutes celles obtenues au sein de la communauté internationale, et puisque nous n'arriverons à nous faire une idée de ces garanties que si nous avons accès au traité bilatéral, le ministre dirait-il s'il est maintenant en mesure de communiquer ce document à la Chambre?